

L'an deux mille vingt et un, le quatre mai à vingt heures, le Conseil Municipal de la commune de Périgny, dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire, au Centre Municipal d'Animation, sous la présidence de Madame Marie LIGONNIERE, Maire.

Étaient présents,

Madame Marie LIGONNIERE, Monsieur Patrick ORGERON, Madame Carole MIQUEL, Monsieur Jean-Jacques SAGOT, Madame Françoise MENES, Monsieur Philippe TARRADE, Madame Sidonie LASSANDRE, Monsieur Pierre GALERNEAU, Madame Violaine CHARIL, Monsieur Olivier ATTANE, Monsieur Cédric LAFAGE, Monsieur Frédéric SERVAIS, Madame Marie-France CHABAUD, Madame Corinne NICOLET, Monsieur Christian PREVOST, Madame Sylvie GLUARD, Monsieur Christophe CHEVRIER, Madame Fabienne DE BEUVRON, Monsieur Franck MADIER, Monsieur Sébastien BEROT, Madame Nadine JUHEL, Monsieur Hugues PERU.

Étaient absents,

Madame Dominique BRIENS (Pouvoir à Monsieur Pierre GALERNEAU), Monsieur Patrick EVENNOU (Pouvoir à Monsieur Cédric LAFAGE), Madame Carole ROCHAIS (Pouvoir à Madame Sylvie GLUARD), Madame Marion SINEUX (Pouvoir à Monsieur Franck MADIER), Monsieur Patrice BERNIER (Pouvoir à Monsieur Hugues PERU), Madame Emilienne CHENIN (Pouvoir à Madame Nadine JUHEL), Monsieur Vincent TALLE (Pouvoir à Monsieur Sébastien BEROT).

Monsieur Franck MADIER a été désigné secrétaire de séance.

Date de la convocation	28 avril 2021
Membres en exercice	29
Membres présents	22
Procurations	07

Après avoir mentionné les pouvoirs, vérifié que le quorum était atteint,
Madame le Maire ouvre la séance à 20h00.

INFORMATIONS DIVERSES

- **Point d'information sur la situation sanitaire - territoire de l'agglomération de La Rochelle**

Nous avons atteint le pic de la 3^{ème} vague et la décroissance est amorcée.

Ce qui reste préoccupant : 64 personnes hospitalisées à cause de la COVID dont 15 en réanimation (avec des patients de 40 à 60 ans).

▪ **Point d'information sur la vaccination**

Au 25 avril, 35 774 vaccins ont été réalisés sur les 3 centres dont 25 000 1^{ère} doses environ. Ces chiffres sont supérieurs en moyenne aux chiffres du département ainsi que de ceux au niveau national.

Concernant les élections, les assesseurs et fonctionnaires pourront bénéficier d'une attestation de priorité vaccinale.

Madame le Maire passe ensuite à l'ordre du jour.

APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU 8 AVRIL 2021

Avant l'approbation de ce Procès-Verbal, Madame le Maire revient sur l'affirmation de Mme JUHEL concernant l'échange sur le fait qu'elle aurait assimilé la densification de l'habitat à de l'insécurité.

Madame le Maire cite les propos tenus lors de la séance du 8 avril 2021 « en ce qui concerne la question de la densité acceptable, cela sera tout l'objet d'une concertation citoyenne et, non, ce n'est pas très subjectif, effectivement, c'est justement pour permettre aux citoyens de s'exprimer pour ceux qui vivent autour de cette place qui vient d'accueillir une centaine de logements en face, afin de pouvoir vivre en toute sécurité décentement. »

Madame le Maire rappelle que la production de logements supplémentaires génère des flux de circulation ramenant à des questions de sécurité routière, mais qu'à aucun elle n'a assimilé l'insécurité à la présence de logements à caractère social.

Madame JUHEL prend note de cette précision mais estime que l'on pouvait tout à fait penser qu'il y avait assimilation de la densification de l'habitat avec de l'insécurité.

Cette précision ayant été apportée, Madame le Maire soumet le Procès-Verbal pour validation au Conseil :

Le Procès-Verbal est adopté à l'unanimité sous réserve des modifications précisées ci-dessus.

Madame le Maire donne la parole à Monsieur Frédéric SERVAIS en ce qui concerne les principales décisions financières prises récemment :

- Publication offre d'emploi par le fournisseur GROUPE MONITEUR pour un montant de 2 209,50 €

- Honoraire pour le recrutement d'un DGS par le CABINET QUADRA CONSULTANT pour un montant de 5 988,11 €
- AMO exploitation chauffage par le fournisseur LAURENT GOUET ENERGIE pour un montant de 2256,00 €
- Remplacement dalot zinc de la Salle de handball par le fournisseur AMC SARL ZINGUERIE COUVERTURE pour un montant de 1 596,24 €
- Remplacement centrale intrusion CTM par le fournisseur ADEC pour un montant de 2385,10 €
- Défibrillateurs pour divers sites par le fournisseur ALTRAD COLLECTIVITES pour un montant de 15144 € + 15660 € = 30804 €
- Contrat d'entretien des défibrillateurs pour 1 an par le fournisseur DEFIBRILLATEUR CENTER pour un montant de 1248,00 €
- Bloc Phare Stade par le fournisseur CGE DISTRIBUTION LA ROCHELL pour un montant de 2 101,25 €
- Cotisation annuelle 2021 par le fournisseur SPHERES BIOTOP pour un montant de 4000,00 €
- Agencements et aménagements de terrains Ecole du Vivier par le fournisseur CAJEV SCOP SA pour un montant de 1 498,68 €
- Conteneur pour stockage matériel Tir à l'arc par le fournisseur BRANGEON pour un montant de 2 652,00 €
- AMO exploitation/Maintenance Installation Technique par le fournisseur LAURENT GOUET ENERGIE pour un montant de 4 512,00 €
- Ajout de sirènes message pour la Crèche par le fournisseur INEO ATLANTIQUE SERVICE pour un montant de 1 200,00 €
- Formation "Favoriser et mettre en œuvre la participation citoyenne dans ma collectivité" par le fournisseur PLEBICIT pour la période du 09/12/2020 au 23/03/2021 pour un montant de 1 800,00 €
- Assistance pour élaboration du marché de fourniture de denrées alimentaires par le fournisseur CHAMBRE D'AGRICULTURE pour un montant de 3 672,00 €
- Assistance pour élaboration du marché "denrées alimentaires" par le fournisseur AGENCE DECLIC pour un montant de 1 680,00 €
- Fertilisation terrain T1 par le fournisseur ECHO VERT ATLANTIQUE pour un montant de 2 463,10 €
- Fertilisation terrain T3 par le fournisseur ECHO VERT ATLANTIQUE pour un montant de 2783,48 €
- Achats rosiers par le fournisseur CHAUVIRE PEPINIERES pour un montant de 2942,50 €
- Traitement gravats Février 2021 par le fournisseur PAPREC pour un montant de 2 943,18 €
- Réparation du véhicule AW 307 SK suite sinistre par le fournisseur LITTORAL AUTOMOBILE - LA ROCHELLE AUTOMOBILE pour un montant de 5 257,44 €
- Animation "Oh oh oh ah ah ah" Noël 2020 par le prestataire MUE DADA pour un montant de 4 000,00 €
- Réparation du véhicule EL 922 YC Suite sinistre par le fournisseur LITTORAL AUTOMOBILE - LA ROCHELLE AUTOMOBILE pour un montant de 2 115,53 €
- Containers chauffants Cuisine Centrale par le fournisseur OUESTOTEL pour un montant de 2 424,00 €

- Mobilier de rangement Ecole des Coureilles par le fournisseur DUO CONCEPT AMENAGEMENT pour un montant de 1 252,16 €
- Digicode pour commande d'un gâche - interphones vidéo Ecole de Rompsay, école du Vivier et CLSH par le fournisseur FAUCHET LIONEL pour un montant de 13 993,57 €
- Sèche-linge Maternelle par le fournisseur TL FROID pour un montant de 2 208,00 €
- Levé Topographique Rue de la Garenne par le fournisseur EIFFAGE ROUTE SUD-OUEST pour un montant de 1 609,68 €
- Création d'une piste cyclable Chemin des fauves par le fournisseur EIFFAGE ROUTE SUD-OUEST pour un montant de 9 283,20 €
- Reprise de trottoir Rue des Amandiers par le fournisseur EIFFAGE ROUTE SUD-OUEST pour un montant de 3 454,50 €
- Création d'une traversée vélo en enduit8 par le fournisseur SIGNALISATION 17 pour un montant de 1 400,10 €
- Chantier passage piétons Grande rue par le fournisseur SIGNALISATION 17 pour un montant de 1 080,00 €
- Réfection voirie bétons et purges racinaires Parking tir à l'arc par le fournisseur RE TP - MARCHE 2017-14 pour un montant de 6 936,90 €
- Signalisation des doubles sens cyclables par le fournisseur SIGNALISATION 17 pour un montant de 4 237,20 €
- Auscultation de routes Madroris pour la commune par le fournisseur HELPILOT pour un montant de 11 417,16 €

Madame le Maire demande s'il y a des questions.

Monsieur BEROT voudrait savoir quel est le nombre de défibrillateurs qui va être déployé.

Madame le Maire répond que certains défibrillateurs qui étaient stockés dans un endroit singulier ont été récupérés par la commune pour les poser dans des endroits fermés et accessibles de l'extérieur. Une communication est prévue sur l'emplacement exact de ces défibrillateurs notamment dans le Périgny Info.

Monsieur BEROT déclare que ces informations ne sont pas indiquées sur « Permis de Sauver ». Madame le Maire valide ce constat.

Madame le Maire propose de faire une présentation générale des délibérations 30 à 33 qui portent sur les COMPTES DE GESTION et les COMPTES ADMINISTRATIF du budget principal et du photovoltaïque et propose un vote délibération par délibération à l'issue de cette présentation.

Madame le Maire donne la parole à Monsieur SERVAIS.

Monsieur SERVAIS présente le COMPTE DE GESTION 2020, au niveau de la reprise anticipée des résultats 2020 du budget principal :

- section de fonctionnement avec un excédent de 1 809 153,67 €
- section d'investissement avec un excédent de 1 622 416,51 €
- restes à réaliser au 31/12/2020 reportés sur 2021 de 678 422,09 €
- recettes de 2020 à percevoir en 2021 de 50 639,60 €

Monsieur SERVAIS présente le COMPTE DE GESTION 2020 pour les dépenses de la section de fonctionnement :

Il rappelle que suite à la COVID 19, les recettes sont en baisse (produits des services, domaines et vente – fermeture des services publics – équipements culturels – transfert de PALMILUD à la CdA).

Monsieur SERVAIS rappelle que les recettes de la section de fonctionnement sont en hausse (dotations, subventions et participations). Cette augmentation est due au transfert de la compétence en matière de Gestion des Eaux Pluviales Urbaines et à l'absence de déduction de l'entretien des espaces verts de la Zone Industrielle ainsi qu'à l'apport exceptionnel issu de la vente d'un terrain de plus de 1,5 million d'€.

Monsieur SERVAIS présente le COMPTE DE GESTION 2020 pour les dépenses de la section d'investissement :

- solde d'une partie des investissements liés à la construction de l'école du Vivier,
- l'extension du Groupe Scolaire de Rompsay,
- l'étude de faisabilité de la passerelle du Canal,
- la modernisation de l'éclairage public,
- la remise à niveau de la défense incendie,
- le curage de fossé et busages le long du Canal de la Moulinette,
- Chaussidou (rue de la Caillaude et Grande Rue),
- l'aménagement du parking du CMA (Coudray),
- l'aménagement de l'allée dans le parc (Coudray),
- remplacement d'une passerelle du parc,
- les audits énergétiques (3 écoles, cuisine centrale),
- remboursement des emprunts.

Pour les recettes de la section d'investissement :

- le montant des subventions est stable (subventions pour les écoles principalement),
- les dotations, fonds divers et réserves en forte augmentation (importantes recettes en FCTVA liées aux travaux d'équipements importants en 2019).

Madame le Maire demande s'il y a des questions concernant le COMPTE DE GESTION.

Madame le maire passe ensuite au vote des délibérations.

DEL-2021_30 Compte de gestion 2020 – Budget principal

Entendu l'exposé de Monsieur Frédéric SERVAIS, Conseiller Municipal Délégué,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des suffrages exprimés approuve le compte de gestion dressé pour l'exercice 2020 du budget principal par le receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, qui n'appelle ni observation, ni réserve de la part du Conseil Municipal.

DEL-2021_31 Compte de gestion 2020 – M4 Production Énergie photovoltaïque

Entendu l'exposé de Monsieur SERVAIS, Conseiller Municipal Délégué,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés approuve le compte de gestion dressé pour l'exercice 2020 du budget annexe M4 – production d'énergie photovoltaïque par le receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, qui n'appelle ni observation, ni réserve de la part du conseil municipal.

DEL-2021_32 Compte administratif 2020 – Budget principal

Madame le Maire propose de donner la Présidence de la séance à Madame Marie-France CHABAUD afin de procéder au vote du COMPTE ADMINISTRATIF.

Madame le Maire sort de la salle.

Entendu l'exposé de Monsieur Servais, Conseiller Municipal Délégué,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés approuve le compte administratif 2020 dont les balances sont résumées ci-dessous :

e

- **en fonctionnement**

	MANDATS ET TITRES EMIS	RESULTAT REPORTE N-1	CUMUL SECTION
Dépenses	8 270 620,87 €		8 270 620,87 €
Recettes	9 841 138,94 €	238 635,60 €	10 079 774,54 €
Résultat de fonctionnement			1 809 153,67 €

- **en investissement**

	MANDATS ET TITRES EMIS	SOLDE D'EXECUTION N- 1	CUMUL	RESTES A REALISER
Dépenses	2 688 494,88 €		2 688 494,88 €	678 422,09 €
Recettes	4 187 283,32 €	123 628,07	4 310 911,39 €	50 639,60 €
Résultat d'investissement			994 634,02 €	

DEL-2021_33 Compte administratif 2020 – M4 Production Énergie photovoltaïque

Entendu l'exposé de Monsieur Frédéric SERVAIS, Conseiller Municipal Délégué

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés approuve le compte administratif 2020 dont les balances sont résumées ci-dessous :

- en fonctionnement

	MANDATS ET TITRES EMIS	RESULTAT REPORTÉ N-1	CUMUL SECTION
Dépenses	10 644,31 €		10 644,31 €
Recettes	28 960,98 €	104 223,77 €	133 184,75 €
Résultat de fonctionnement			122 540,44 €

- en investissement

	MANDATS ET TITRES EMIS	SOLDE D'EXECUTION N-1	CUMUL	RESTES A REALISER
Dépenses	26 002,62 €	6 999,01 €	33 002,63 €	9 215,75 €
Recettes	10 433,15 €		10 433,15 €	
Résultat d'investissement			-31 785,23 €	

Madame le Maire demande s'il y a des questions.

Monsieur BEROT prend la parole pour préciser que les votes favorables de son groupe qui viennent d'être formulés sont des votes sur le fait que les comptes sont sincères et véritables.

Madame le Maire donne la parole à Monsieur SERVAIS

DEL-2021_34 Adoption du rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées

Monsieur SERVAIS rappelle le rôle et le fonctionnement de la CLECT (prise de compétence au 1^{er} janvier 2020) qui sont fixés par le Conseil Communautaire. La CLECT est composée de 28 membres dont un représentant par commune, et son rôle est de :

- veiller à la neutralité en cas de transfert de compétence entre communes et CdA,
- procéder à l'évaluation financière des transferts de compétence,
- fixer le montant des compensations en fonction des attributions des différents montants.

Monsieur SERVAIS rappelle le rôle de la GEPU (Gestion des Eaux Pluviales Urbaines) selon le schéma des compétences entre la Commune et la CdA et indique qu'un montant de charges financières a été déterminé en sections de fonctionnement et d'investissement.

Section de fonctionnement :

Monsieur SERVAIS indique que ce qui a été retenu, pour pouvoir calculer le montant des charges transférées sur la partie fonctionnement, c'est la méthode du TUNNEL (reprise des différents montant déclarés par les communes et moyenne) soit 1030 €/kml d'entretien au niveau de la voirie (pour information, la moyenne retenue pour Périgny était de 534 €/kml (pour un seuil plafond de + 25 % par rapport à la moyenne soit 1280 €/kml et un seuil plancher de - 25 % par rapport à la moyenne soit 770 €/kml). Périgny rentre donc dans le seuil plancher de 770 €/kml au regard de ses 534 €/kml déclarés, 770 €/kml sera la valeur prise en compte.

Avec le réseau aérien, le montant retenu par la CLECT en fonctionnement est de 29 314 €. Monsieur SERVAIS rappelle que ce montant sera reversé par la CdA pour l'entretien du réseau dans le cadre de la GEPU.

Section investissement :

- En moyenne, pour les charges déclarées par les communes, le montant retenu est 1,2 million d'€/an.
- Renouvellement intégral du réseau enterré des communes : 296 millions d'€/an sur la base d'un amortissement sur 100 ans.
- Coûts des schémas directeurs : 24, 5 millions d'€/an sur la base d'un amortissement sur 20 ans.

Monsieur SERVAIS précise que la méthode qui a été proposée, est le renouvellement intégral du réseau enterré sur une période de 100 ans avec une répartition CdA de 70 % et de la commune à hauteur de 30 % (soit 440 € du ml) et un transfert de charges de 50009 € de notre commune sur la partie des investissements.

Madame le Maire demande s'il y a des questions.

Entendu l'exposé de Monsieur Servais, Conseiller Municipal Délégué,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés approuve le rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) ci-annexé ainsi que la création d'une attribution de compensation en investissement pour imputer les charges transférées d'investissement

Madame le Maire donne la parole à Madame MIQUEL

DEL-2021_35 Attribution d'une subvention – Aunis Handball

Madame MIQUEL rappelle que cette subvention est une avance sur la subvention 2021 pour l'association AUNIS HANDBALL. Elle sera étudiée lors de la Commission du 17 mai 2021, en présence des membres de *Commission Culture, Sports, Vie Associative* et des membres de la *Commission Finances*.

Le montant définitif de la subvention allouée pour 2021 à ce club sera validé lors de la prochaine Commission « culture, sports, animation et vie associative » (pour mémoire, le montant de la subvention 2020 était de 46 000€).

Entendu l'exposé de Madame Miquel, 2^{ème} Adjointe,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés décide d'attribuer une subvention d'un montant de 20 000€ au club « Aunis handball » et autorise Madame le Maire à procéder au versement de cette subvention.

Les crédits correspondants seront pris sur le chapitre 65 du budget primitif 2021.

Madame le Maire demande s'il y a des questions.

DEL-2021_36 Attribution d'une subvention

Madame le Maire propose ensuite l'attribution d'une subvention dans un contexte particulier où un agent municipal a eu la douleur de perdre son conjoint le 19 avril dernier. Afin de lui témoigner le soutien du Conseil Municipal, il avait été prévu d'offrir une couronne de fleurs. Toutefois, la famille ne souhaitant pas ce type d'hommage, il a été convenu avec l'agent qu'à la place des fleurs, le soutien du conseil municipal pouvait s'exprimer à travers un don à l'association « La ligue contre le cancer » d'un montant de 100 €.

Entendu l'exposé de Madame le Maire,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés décide d'attribuer une subvention d'un montant de 100€ à l'association « La ligue contre le cancer » et autorise Madame le Maire à procéder au versement de cette subvention.

Les crédits correspondants seront pris sur le chapitre 65 du budget primitif 2021.

Madame le Maire demande s'il y a des questions.

Madame le Maire passe la parole à Madame MIQUEL.

DEL-2021_37 Modification du Périmètre scolaire

La carte scolaire est modifiée chaque année et la demande concerne l'intégration de « la rue des Châteaux à la zone d'équilibre dite zone tampon » afin équilibrer les effectifs des écoles.

La séance est interrompue à la demande de Madame le Maire à 20h49. Madame le Maire et Monsieur Pierre GALERNEAU, 7^{ème} Adjoint, quittent la séance suite à une urgence extérieure.

La séance reprend à 20h50 et Madame le Maire redonne la parole à Madame MIQUEL qui indique que cette proposition fait suite à un travail de la commission scolaire créée en 2020 et composée de la façon suivante: les directeurs d'établissements scolaires, des représentants de parents d'élèves, des élus et agents municipaux.

Entendu l'exposé de Madame Carole MIQUEL, 2^{ème} Adjointe,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés approuve le projet de modification du périmètre scolaire tel que ci-précisé et autorise Madame le Maire à signer tout document relatif à cette affaire.

Madame le Maire demande s'il y a des questions.

Madame le Maire donne la parole à Monsieur ORGERON

DEL-2021_38 Groupement de commandes entretien de voirie

Monsieur ORGERON expose les avantages liés au groupement de commandes intercommunal pour les prestations de voirie dans le cadre de sa politique d'achats. En vue d'obtenir de meilleures propositions financières, la commune de Périgny envisage de se regrouper avec les communes de Lagord et Dompierre sur Mer, pour la réalisation de prestations d'entretien de la voirie communale

La procédure concerne un accord-cadre à passer par chaque membre du groupement de commandes au terme d'une procédure organisée par un coordonnateur, conformément à l'article L2113-7 du code de la commande publique

Le coordonnateur du groupement est : La Commune de Périgny

Il agit en tant que pouvoir adjudicateur.

Entendu l'exposé de Monsieur Patrick ORGERON, 1^{er} Adjoint,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés autorise la constitution d'un groupement de commandes auquel participeront les collectivités locales suivantes : communes de Périgny, Lagord et Dompierre.

Le Conseil Municipal, approuve également les termes de la convention constitutive du groupement de commandes d'entretien de voiries pour les besoins propres aux membres du groupement, et accepte que la commune de Périgny soit désignée comme coordonnateur du groupement ainsi formé.

Madame le Maire demande s'il y a des questions.

Madame le Maire donne la parole à Monsieur ATTANE

DEL - 2021_39 Création du Comité Consultatif Citoyen « ECOLOGIE »

Monsieur ATTANE présente la délibération et le fonctionnement des Comités Consultatifs citoyens.

Madame le Maire ajoute que le terme de « Comité Consultatif » est un terme juridique pour des instances citoyennes. Elle invite les citoyens à y participer et à être force de proposition pour qu'elles puissent voir le jour et à agir pour ne pas être simplement consulté.

Madame le Maire précise que les membres du Conseil Local de la Biodiversité ont été informés de l'organisation de ces Comités Consultatifs et espère pouvoir avancer sur cette citoyenneté active.

Le fonctionnement de ce Comité Consultatif est précisé dans le règlement du conseil municipal (article 39 et 40).

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés décide de la création d'un Comité Consultatif Citoyen « ECOLOGIE » et autorise Madame le Maire à procéder à toutes formalités utiles à la mise en œuvre de la présente délibération.

Madame le Maire demande s'il y a des questions.

Madame le Maire donne la parole à Monsieur GALERNEAU

DEL – 2021_ 40 Création du Comité Consultatif Citoyen « DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE »

Monsieur GALERNEAU indique que la consultation active des citoyens de notre commune prendra également la forme d'un Comité Consultatif appelé « Développement économique ». Il présente le fonctionnement en indiquant qu'un partenariat avec Monsieur BRILLANT de la CCI sera proposé.

Madame le Maire expose que la citoyenneté active constitue un des axes majeurs de la politique municipale. Plus largement, elle est une nécessité pour que notre démocratie conserve sa vitalité. La parole citoyenne doit être recueillie, écoutée, discutée et traduite dans des actes concrets.

Madame le Maire propose d'organiser le recueil de cette parole citoyenne au sein d'une commission extra-municipale constituée sous forme de comité consultatif citoyen : ce comité aura pour thème le développement économique.

Entendu l'exposé de Monsieur GALERNEAU, 7^{ème} Adjoint,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés décide de la création d'un Comité Consultatif Citoyen « DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE » et autorise Madame le Maire à procéder à toutes formalités utiles à la mise en œuvre de la présente délibération,

Madame le Maire demande s'il y a des questions.

DEL-2021_41 Modification de la composition de la commission « « urbanisme durable, mobilité douce »

Madame le Maire dit que lors de la création des Commissions Municipales, les binômes se formaient de façon naturelle sur des thématiques. La Commission Municipale « Urbanisme durable et Mobilité douce » regroupait deux Adjoints, Monsieur SAGOT (à l'urbanisme) et

Monsieur ORGERON (à la voirie). La difficulté rencontrée qui n'a pas été anticipée est que dans le cadre des sujets abordés dans la Commission Urbanisme, il y a le Fief de Beauvais qui va nécessiter un vrai travail de fond. Pour davantage de transparence, Monsieur ORGERON étant propriétaire d'une partie du foncier concerné par cette opération immobilière, il n'est pas envisageable de le laisser prendre part aux discussions sur cette thématique en tant qu'Adjoint. Elle a donc proposé un appel à candidature pour le remplacement de M. ORGERON et Madame MIQUEL a accepté cette nouvelle disposition.

Madame le Maire donne la parole à Monsieur ORGERON

Monsieur ORGERON rajoute quelques points précisant qu'il est en accord avec Madame le Maire sur cette disposition.

Monsieur ORGERON précise qu'à aucun moment, le fait d'être élu et propriétaire foncier sur le secteur du Fief de Beauvais ne lui a effleuré l'esprit au point d'être « juge » et « partie ». Il remercie publiquement les Pérignaciens et Pérignaciennes de la confiance qui lui a été accordée.

Madame le Maire précise que tous les Adjoints peuvent assister aux Commissions même s'ils n'en sont pas membres et invite Monsieur ORGERON à participer à la Commission Urbanisme excepté sur des temps de discussion relatant du Fief de Beauvais.

Entendu l'exposé de Madame le Maire,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés modifie la composition de la commission « *urbanisme durable, mobilité douce* » de la façon suivante : remplacement de M. ORGERON Patrick par Mme MIQUEL Carole,

Madame le Maire demande s'il y a des questions.

Madame JUHEL se félicite d'entendre parler de nouveau du Fief de Beauvais, puisque cette question a été éludée au dernier Conseil. La Commission d'Urbanisme va pouvoir travailler et c'est très bien.

Elle a une question par rapport aux études en cours à la CdA à propos de ce dossier et elle voulait rebondir sur la discussion qui avait eu lieu avec Monsieur SAGOT concernant le classement de 1AU en 2AU. Il s'agissait bien pour la Commune de reprendre la main sur l'aménagement de ces hectares pour pouvoir en faire des logements dans un esprit écologique durable pour en faire un quartier complètement novateur et que ce classement en 2AU n'empêchait en rien le développement de ce quartier.

Elle aimerait savoir où en sont les études de la CdA, puisque des bureaux d'études ont été mandatés par rapport à l'aménagement de ces hectares.

Madame le Maire répond qu'elle a déjà répondu à ces questions non seulement suite aux interpellations de Madame JUHEL mais aussi parce qu'il y a déjà eu une prise de connaissance de l'équipe sur le Fief de Beauvais et de ce qui a déjà été engagé. Ce travail se fera en Commission Municipale et en Bureau Municipal éventuellement élargi pour que tout le monde ait la même information sur le Fief de Beauvais. Au sujet des questions qui portent sur les études réalisées, elle précise qu'elle ne demandera pas à Monsieur ORGERON de quitter la séance, puisqu'il n'y a pas débat et que l'information est publique.

Madame le Maire indique que la présentation qui a été faite à ce jour porte sur les différentes réflexions en termes de mobilité, de nécessité de créer de l'habitat, en termes d'assainissement et de gestion des eaux pluviales.

Madame le Maire indique que dans le passé, l'équipe municipale précédente avait établi un cahier des charges et travaille en relation avec des opérateurs privés qui se sont déjà positionnés pour des opérations d'achat sur le foncier.

Madame le Maire rappelle que cette réflexion devra être proposée à la Commission Urbanisme compte tenu du classement en 2AU, il faut réfléchir à la modification des zones avec une nouvelle donnée nationale, le Z.A.N, s'agissant d'expansion urbaine sur des zones agricoles.

Madame JUHEL dit qu'elle a une dernière question par rapport à la délicate position de Monsieur ORGERON dans ce dossier qui est obligé de démissionner de sa Commission. Elle demande à Monsieur TARRADE, où en était la recherche des déontologues afin de créer une Commission de Déontologie pour éviter justement ce type de conflit d'intérêt.

Madame le Maire remarque que Madame JUHEL n'a pas adressé sa liste de questions avant la séance.

Madame le Maire donne la parole à Monsieur TARRADE

Monsieur TARRADE dit que la réunion Adhoc va se réunir dans les prochaines semaines. Il y a deux personnes qui ont candidaté à ce jour.

Madame le Maire passe la parole à Madame MIQUEL

DEL – 2021_42 – Convention de partenariat avec la Commune de Saint-Rogatien et l'Association Péri'jeunesse

Madame le Maire informe le Conseil Municipal qu'il a été décidé avec les signataires de cette convention de formaliser les modalités d'accueil et de prise en charge des enfants de la commune de Saint Rogatien qui fréquentent sur les périodes de vacances scolaires, le centre de loisirs Péri'Jeunesse.

Cette convention est conclue pour une durée de 3 ans renouvelable 3 ans sauf dénonciation d'une des parties.

Par cette convention, un élu de la Ville de Saint Rogatien participera au Conseil d'Administration de l'Association ce qui n'était pas le cas avant, alors que la collectivité de Saint Rogatien soutenait la structure financièrement et par le biais de subvention.

Madame le Maire sollicite l'autorisation du Conseil Municipal pour signer ladite convention, formalisée sous forme de convention tripartite, pour l'année 2021.

Entendu l'exposé de Madame MIQUEL, 2^{ème} Adjointe,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés autorise Madame Le Maire à signer la convention ci-annexée avec la commune de Saint-Rogatien et

l'association Péri'jeunesse et à signer tout avenant à ladite convention et tout autre document relatif à cette affaire,

Madame le Maire demande s'il y a des questions.

Monsieur BEROT énonce qu'il fut un temps où l'on parlait que Saint-Rogatien devait créer son propre centre de loisirs.

Madame MIQUEL répond que le centre de loisirs de Saint-Rogatien est en unité d'accueil le mercredi donc les enfants de Saint-Rogatien ne fréquente plus Péri'jeunesse le mercredi car ils ont organisé leur accueil de leur côté. Mais sur les vacances scolaires, la convention permet de maintenir une sécurité de service et de prestations sur la ville de Périgny.

Madame le Maire indique qu'elle rencontre le Maire de Saint-Rogatien prochainement et qu'elle fera un point avec lui à ce sujet.

Madame le Maire donne la parole à Monsieur GALERNEAU

DEL-2021_43 Recours au service civique

Madame le Maire expose aux membres du Conseil Municipal que le service civique s'adresse aux jeunes âgés de seize à vingt-cinq ans (élargi aux jeunes en situation de handicap jusqu'à trente ans) sans condition de diplôme qui souhaitent s'engager pour une période de six à douze mois auprès d'un organisme à but non lucratif (Association) ou une personne morale de droit public (collectivités territoriales, établissement public ou services de l'état) pour accomplir une mission d'intérêt général dans un des domaines ciblés par le dispositif.

Les jeunes, bénéficiaires ou appartenant à un foyer bénéficiaire du RSA, ou titulaires d'une bourse de l'enseignement supérieur au titre du 5^{ème} échelon ou au-delà bénéficient d'une majoration d'indemnité de 107.68 euros par mois.

L'indemnité de service civique est entièrement cumulable avec l'allocation aux adultes handicapés (AAH) et l'aide au logement.

Le service civique s'inscrit dans le code du service national et non dans le code du travail.

Un agrément est délivré pour deux ans au vu de la nature des missions proposées et de la capacité de la structure à assurer l'accompagnement et à prendre en charge des volontaires.

Le service civique donne lieu à une indemnité versée directement par l'état au volontaire d'un montant de 473.04 euros net par mois quelle que soit la durée hebdomadaire du contrat ; ainsi qu'à la prise en charge des coûts afférents à la protection sociale de ce dernier.

Les frais d'alimentation ou de transport pourront être couverts soit par des prestations en nature (allocation de titres repas), soit par le versement d'une indemnité complémentaire. Le montant minimal mensuel de cette prestation est fixé à 107,58 euros.

Entendu l'exposé de Monsieur Pierre GALERNEAU, 7^{ème} Adjoint,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés décide de mettre en place le dispositif du service civique au sein de la commune de Périgny à compter du 1^{er} juin 2021, autorise Madame le Maire à demander l'agrément nécessaire auprès de la direction départementale interministérielle chargée de la cohésion sociale, à signer les contrats d'engagement de service civique avec les volontaires et les conventions de mise à disposition auprès d'éventuelles personnes morales et à ouvrir les crédits nécessaires pour le versement d'une prestation en nature ou d'une indemnité complémentaire de 107.58 euros par mois, pour la prise en charge de frais d'alimentation ou de transport.

Les crédits afférents sont inscrits au budget primitif de l'année 2021.

Madame le Maire demande s'il y a des questions.

Madame le Maire donne la parole à Madame LASSANDRE.

DEL-2021_44 Accueil d'un stagiaire au service communication-informatique et versement d'une gratification

Madame le Maire propose au Conseil Municipal de voter l'accueil d'un étudiant au service communication et informatique, pour un stage d'une durée supérieure à deux mois, donnant lieu à gratification.

En effet, le service communication et informatique est actuellement en cours de réorganisation et travaille sur la modernisation des outils de communication et l'organisation des événements de l'été.

Aussi, afin d'accompagner le service communication et informatique dans cette démarche, Madame le Maire propose d'accueillir un stagiaire de l'université (Licence 3 Information et communication), sur une période supérieure à deux mois. Une première période de quatre semaines du 12 avril au 7 mai est actuellement en cours. Il est proposé au Conseil Municipal de prolonger cette première période à compter du 8 mai jusqu'au 11 juin 2021 ; soit un total de neuf semaines, et de mettre en place une gratification de stage.

Les missions confiées au stagiaire sont les suivantes :

- Travail sur le séquençage vidéo du Conseil Municipal ;
- Création de la nouvelle maquette du Périgny Infos qui verra le jour en septembre prochain (création de la maquette et recherche graphique) ;
- Refonte de l'arborescence du site internet de la ville et mise à jour du contenu ;
- Création d'affiches, d'articles et de visuels sur des actions ponctuelles ;
- Participation à l'organisation des événements de l'été.

Conformément à la réglementation sur l'encadrement des stages et la rémunération du statut des stagiaires, ce stage donnera lieu à gratification selon le plafond fixé par le code de la sécurité sociale ; soit 15% du plafond horaire de la sécurité sociale. Cette gratification ne sera pas soumise à cotisations et contributions sociales.

Entendu l'exposé de Madame Sidonie LASSANDRE, 6^{ème} Adjointe,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés autorise l'accueil d'un stagiaire au service communication et informatique, sur une période supérieure à deux mois, donnant lieu à gratification selon le plafond fixé par le code de la sécurité sociale.

Les dépenses afférentes sont inscrites au budget primitif de l'année 2021, au chapitre 12.

Madame le Maire demande s'il y a des questions avant de passer à la dernière délibération.

Madame le Maire donne la parole à Monsieur GALERNEAU

DEL-2021_45 Modification du tableau des effectifs

Madame le Maire indique qu'il est nécessaire de procéder à la modification du tableau des effectifs du personnel communal pour ouvrir des postes afin de remplacer deux agents qui partent à la retraite (maison de la petite enfance), un agent en disponibilité (poste vacant à la maison de la petite enfance), ouvrir un poste de policier municipal (création d'un poste supplémentaire) et ouvrir un poste d'assistant communication et informatique (création d'un poste supplémentaire).

Madame le Maire ajoute qu'il est nécessaire de supprimer les postes non-pourvus suite aux jurys de recrutement qui sont clôturés sur les services urbanisme, éducation, ressources humaines, sur la maison de la petite enfance et sur le pôle social.

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver la modification du tableau des effectifs.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal approuve à l'unanimité des suffrages exprimés le tableau des effectifs du personnel communal

Madame le Maire demande s'il y a des questions.

Monsieur BEROT dit que comme cela vient d'être précisé, en termes d'organigramme, maintenant que nous avons un DGS, il aimerait avoir un organigramme pour les postes qui restent à pourvoir dans les différents services.

Madame le Maire répond que nous travaillons chaque jour sur cet organigramme puisque effectivement Monsieur BRULAY s'est consacré à cette mission mais avec quand même une difficulté, c'est qu'il faut commencer à appréhender l'organisation des services, les habitudes des agents, les compétences et envies aussi qui nécessitent un temps de réflexion. Il sera inscrit à l'ordre du jour du prochain CT, sachant qu'une information sera donnée sur ce point au prochain Conseil Municipal.

Madame le Maire demande s'il y a des questions et annonce que l'Ordre du Jour de ce Conseil Municipal est terminé.

Madame le Maire rappelle Madame JUHEL sur les questions qu'elle n'a pas eu le temps d'adresser et tient à rappeler que le Conseil Municipal demandant beaucoup de travail dans la vie d'une collectivité mobilisant les agents et les adjoints dans sa préparation, il serait souhaitable de respecter le délai de 48 h inscrit dans le règlement intérieur qui a été

approuvé et demande à Madame JUHEL combien de questions elle a sachant que toutes ne pourront peut-être pas être traitées.

Madame JUHEL déclare qu'elle a juste deux questions qui peuvent être reportées au prochain Conseil Municipal si les réponses ne sont pas trouvées, par rapport aux fameux « emprunts toxiques » qui réapparaissent dans le Périgny Infos du mois d'avril. Il lui avait semblé qu'il ne s'agissait pas d'emprunts toxiques alors elle demande de lui expliquer en quoi ces emprunts sont toxiques.

Madame le Maire demande s'il est besoin de refaire une définition « de pourquoi l'utilisation de ce terme », il est possible de faire une petite note sur le fait que ces termes avait été utilisés précédemment, qu'il y a une commission Finances qui a travaillé sur ce sujet, que la dénomination a été reprise puisque effectivement elle apparaissait comme telle dans les documents présentés en Conseil et qu'on est resté sur cette même dénomination. Si Madame JUHEL le souhaite il est possible de revenir sur ce point au prochain Conseil afin de donner une définition très précise.

Monsieur ATTANE ajoute qu'il n'a pas de définition très précise des emprunts toxiques, c'est un terme courant qui a été employé pour des emprunts qui sont basés sur des monnaies étrangères donc nous sommes soumis, en tant que débiteur, à un remboursement à échéances infiniment variables puisqu'ils dépendent d'une donnée très flexible mais sans limitation, sans plafond haut et sans plancher, ce qui crée une variation en fonction des taux de changes absolument phénoménales et qui entraînaient la faillite de nombreux établissements, mais c'est une définition générique.

Madame JUHEL déclare alors qu'elle connaît très bien la définition des emprunts toxiques. Elle se demandait en quoi les emprunts de DEXIA qui sont dans le budget ont été qualifiés de « toxiques » et d'emprunts en cours ? »

Monsieur ATTANE lui répond alors que c'est parce qu'ils remplissent la définition « d'emprunts toxiques ».

Madame JUHEL demande à ce qu'on lui affirme qu'ils sont inscrits sur la charte dite « Charte GISSLER ».

Madame le Maire reprend la parole et informe Madame JUHEL du commencement d'un audit financier qui permettra d'avoir une expertise très précise sur la dénomination employée et garantie qu'il y aura une information spécifique sur la dénomination pour savoir s'il s'agissait ou pas d'emprunts toxiques au sens juridique. Monsieur BRULAY regardera ce qui a été souscrit dans le passé.

Monsieur ATTANE apporte une précision, il suffisait, sur le tableau présenté avec le ROB ou avec le budget, de voir l'influence du taux de change (Il pense que ça avait été extrait du tableau) par rapport au capital restant dû absolument phénoménalement, donc il suffit de se reporter au tableau, documents qui vous ont été transmis en février ou en mars.

Madame le Maire clôture ce débat et indique qu'elle apportera des précisions à l'audit. Elle demande quelle est la 2^{ème} question à Madame JUHEL.

Madame JUHEL déclare alors que sa 2^{ème} question est un vieux sujet, il s'agit d'expression politique dans le Périgny Info du mois de mai puisqu'elle n'a pas été invitée à participer au Périgny info du mois de mai alors que c'était entendu entre elles, sauf qu'elle a découvert

aujourd'hui que Madame le Maire avez largement utilisé l'espace du Périgny info sur 8 pages pour faire mention de sa politique. Elle est donc assez étonnée car elle s'était mis d'accord avec Madame le Maire, il lui semble, pour que tous les 2 mois à partir du moment où la majorité s'exprime, l'opposition ai le droit de s'exprimer. Elle n'a pas été invitée, une fois de plus à s'exprimer. Elle est donc assez étonnée.

Voici sa question, comment se fait-il que l'opposition n'ai pas été invité à participer à ce Périgny Info.

Madame le Maire répond que Madame JUHEL faisait partie du groupe de travail qui a énoncé les règles du jeu en la matière. Un édit politique à caractère égal sera publié tous les deux mois dans le Périgny info. Or dans le dernier Périgny info il n'est pas fait mention d'un édit politique mais d'informations sur la vie municipale. Toutefois si Madame JUHEL estime que l'équilibre dans l'expression politique n'est pas respecté, elle peut saisir les autorités compétentes

Mme JUHEL répond que c'est ce qu'elle peut faire et elle l'a déjà fait.

Madame le Maire demande alors si la question a déjà été soulevée, quel a été le retour à ce sujet.

Mme JUHEL répond que le retour a été que l'opposition devait avoir un droit d'expression tout autant à hauteur de notre orientation politique comme la majorité, c'est la loi.

Madame le Maire déclare qu'elle n'a pas reçu de la Préfecture d'information lui indiquant que les règles du jeu n'ont pas été respectées donc Madame JUHEL est invitée à renouveler sa demande.

Mme JUHEL demande si Madame le Maire n'a reçu aucun coup de téléphone.

Madame le Maire répond qu'elle a échangé avec la Préfecture et donc au vu des explications qu'elle a fournies, la Préfecture a déclaré qu'effectivement, il n'y aurait pas de suite apportée à la demande de Madame JUHEL. Elle est donc invitée à respecter la procédure en la matière et à saisir les autorités compétentes si elle considère que la démocratie et l'équilibre politique en tout cas à Périgny, ne sont pas respecté.

L'ordre du jour étant épuisé, Madame le Maire clôt les débats, remercie les conseillers municipaux et lève la séance à 21h36

Madame le Maire
Marie LIGONNIERE



Monsieur le Secrétaire de Séance
Franck MADIER

A large, stylized black ink signature, likely belonging to Franck Madier, is written over a horizontal line.